

# Remettre en cause la privatisation des services publics de l'énergie pour construire une nouvelle alternative sociale

Catherine Nedelec

**S**ans prendre la peine de la réflexion politique à l'issue du résultat du référendum du 29 juin dernier, le Ministre de l'Economie et des Finances Thierry Breton a choisi d'afficher d'emblée son état d'esprit en matière économique.

Il est particulièrement significatif que la poursuite de la privatisation des entreprises publiques du secteur de l'énergie (Gaz de France, EDF et AREVA) et un désengagement supplémentaire de l'Etat dans le capital de France Télécom aient constitué les annonces prioritaires de ses intentions. Celles-ci témoignent -s'il était encore besoin de le démontrer- que la privatisation des entreprises de l'énergie n'a pas à voir avec la nécessité de financer leur projet industriel comme le martèlent à l'envi dirigeants politiques et patrons d'entreprises. Elles procèdent d'un choix idéologique, celui de la poursuite de la déréglementation du secteur énergétique européen qui a pourtant prouvé son incapacité à résoudre les problèmes sociaux et industriels depuis 10 à 15 ans.

Plutôt que d'interroger les raisons structurelles qui provoquent l'augmentation du chômage et de la précarité en France, **ce sont** le désengagement de l'Etat, l'affaiblissement des services publics, les exonérations de charges patronales et les facilités de licenciement qui sont préconisées, toutes solutions à l'origine du mal.

Avec un déficit public qui ne cesse de grandir, la vente du patrimoine public est devenue une méthode de gestion du budget de l'Etat. Ainsi, le bradage de France Télécom rapportera-t-il quelque 4 milliards d'euros au budget de l'Etat et celui de Gaz de France, dont la première cotation en Bourse devrait intervenir le 7 juillet, de l'ordre de 2,5 milliards.

L'augmentation de capital qui accompagne la mise en Bourse de Gaz de France devrait apporter 1,5 milliard de fonds propres supplémentaires à l'entreprise. Une goutte d'eau par rapport aux capacités de financement que peut dégager son activité industrielle dans les trois ans à venir (19 milliards d'euros). Un gaspillage de ressources financières dans la mesure où celles-ci devraient être englouties dans des acquisitions externes et des reconstitutions capitalistiques aux seules fins de participer à la guerre économique que se livrent les grands groupes de l'énergie en Europe. Pendant ce temps, le service public continuera de se dégrader, le remplacement des fontes grises dites

«cassantes» pourra attendre la prochaine explosion meurtrière et les salariés devront consacrer l'essentiel de leur motivation à sauvegarder leurs emplois et à préserver leurs droits face au dumping social que la gestion financière des groupes organise.

Pendant ce temps aussi, deux catégories d'acteurs se frotteront les mains : les futurs actionnaires bien sûr qui sont déjà assurés d'un doublement des dividendes de Gaz de France d'ici trois ans mais aussi tous les intermédiaires dont la fonction essentielle est de fluidifier le marché financier : analystes, cabinets d'audit, banques d'affaires et grands cabinets d'avocats.

Voilà rapidement brossée la carte d'identité de la mise en Bourse de Gaz de France, dont la réussite technique mais surtout politique sera appréciée comme une véritable répétition en vue de la privatisation d'EDF, toujours prévue dans le calendrier de l'automne 2005.

**L'apparente facilité avec laquelle la privatisation de Gaz de France semble se dérouler tranche pourtant avec une réalité économique et politique beaucoup plus complexe et contradictoire qu'il n'y paraît.**

Les résultats de la politique industrielle et sociale poursuivie livrent un verdict sévère qui oblige Thierry Breton à tomber les masques : un taux prévisionnel de croissance qui devrait plafonner à 1,5% en lieu et place d'un plancher de 2,5% annoncé pour l'année 2005. Plus explicite encore est le verdict du rapport de force politique qui s'est exprimé dans le vote du 29 mai dernier : la réaffirmation de la primauté des valeurs sociales et solidaires qu'incarne le service public sur l'organisation financière de la société rend les orientations politiques gouvernementales entièrement illégitimes. Les citoyens ont sanctionné sans équivoque - dans les urnes mais surtout dans le débat - les choix économiques libéraux en cours en Europe. Ils ont aussi rappelé, par leur haut niveau de participation au scrutin, leur légitimité à intervenir dans les orientations politiques qui déterminent des choix de société : les services publics et les entreprises publiques sont le bien commun de tous les citoyens, leur rôle et leur organisation sont emblématiques du type de société que les uns ou les autres veulent construire. Le vote non à 62% des salariés du public et à 74% des sympathisants de la CGT place les partis politiques qui se réclament d'une société solidaire devant d'énormes responsabilités.

## Quels chantiers politiques faut-il ouvrir pour arrêter le processus de privatisation des entreprises publiques de l'énergie et réorienter leur gestion vers la réponse aux besoins sociaux ?

Il convient d'abord de se mettre d'accord sur l'analyse : En premier lieu pour constater, contrairement à une idée tenace, que l'appel aux marchés boursiers ne constitue que très marginalement un moyen de financement des investissements. Pendant la période 1971-1992 en France, qui englobe les résultats des privatisations des années 1986 et suivantes, la part nette des émissions d'actions dans le financement total des entreprises a été de 4% (1).

En 2004, les entreprises européennes ont distribué 120 milliards d'euros de plus qu'elles n'ont obtenu de capital sur les marchés financiers : elles ont distribué 199 milliards de dividendes, dépensé 30 milliards en rachat d'actions alors que les augmentations de capital, les introductions en Bourse et les placements se sont élevés à 110 milliards. (2)

La mise en Bourse de Gaz de France puis celle programmée d'EDF permettra en réalité de faire entrer un secteur entier dans le champ du capitalisme financier. Les conséquences seraient considérables : la «réussite» de la mise en Bourse d'EDF et Gaz de France reposera sur l'engagement du management à dégager une rentabilité financière des groupes et sur la démonstration de sa capacité à respecter ses engagements. Les choix industriels ne se feront plus en fonction de l'intérêt général mais au nom de l'intérêt à court terme des actionnaires. Très concrètement, le Président de Gaz de France s'est engagé à doubler le montant des dividendes d'ici 3 ans, celui d'EDF à passer d'un montant annuel de l'ordre de 400 millions d'euros à 1,2 milliard.

Ces exigences financières exorbitantes conduisent l'Etat à accepter une augmentation de 15% des tarifs de gaz pour les ménages au 1er juillet 2005, sans rapport avec l'évolution réelle des coûts d'approvisionnement. Quant à la direction d'EDF, elle préfère flirter en permanence avec le risque de coupures d'électricité, la pénurie faisant monter les prix, plutôt que d'anticiper les investissements nécessaires pour préserver la marge de sécurité indispensable au fonctionnement du système électrique français et européen. Cela conduit également à économiser de façon violente sur les coûts internes des entreprises : 7,5 milliards de réduction des coûts de fonctionnement du groupe EDF sur 3 ans, dont 2/3 en France. 10 000 emplois internes sont ainsi en jeu. La baisse de qualité du service rendu, comme par exemple le délestage de 60 000 abonnés à Nantes le 22 juin dernier est une conséquence directe des économies dictées par la gestion financière d'EDF.

La pression financière sur les sous-traitants entraîne dans son sillage précarité et insécurité du travail pour les salariés, avec des conséquences sur la sécurité des installations qui un jour ou l'autre se révéleront de façon dramatique. Le nombre de salariés issus des pays de l'est européen, sous-payés et travaillant comme des nomades, explose sur les chantiers d'EDF et Gaz de France.

**Non seulement, les services publics ont perdu leur fonction de dynamique sociale et économique mais plus grave est qu'en tant que grands donneurs d'ordre, ils participent voire accentuent la dégradation de l'emploi et des garanties sociales en Europe.**

Une autre conséquence, moins apparente, de l'orientation financière qui accompagne la privatisation d'EDF et Gaz de France est celle du choix de leur modèle de développement. La dictature de la valorisation boursière conduit les groupes à devoir s'inscrire dans la course à la taille par acquisitions externes en lieu et place d'un développement interne créateur de richesses pour la collectivité (emplois, recherche...). Compte-tenu de l'exigence des marchés financiers en terme de rentabilité et de temps de retour sur investissement, la croissance par acquisition externe est une solution plus rapide que l'investissement interne, particulièrement dans le domaine de l'énergie où les investissements industriels opèrent sur le long terme (gazoducs, barrages, centrales, réseaux). Les milliards dépensés en acquisitions capitalistiques sont un véritable gaspillage de ressources financières et se traduisent en centaines de milliers d'emplois détruits dans le secteur de l'énergie à l'échelle européenne. C'est un frein considérable pour la construction d'une vraie politique européenne de l'énergie.

Et lorsque Thierry Breton se lamente des résultats de la balance commerciale de la France qui ne cesse de se dégrader, notamment sous l'effet de la facture énergétique, il oublie que c'est sa propre politique qui amplifie le phénomène. Car la rentabilité financière exigée des entreprises de l'énergie, publiques comme privées d'ailleurs, condamne de facto les solutions industrielles qui permettraient de réduire le déséquilibre. Ces solutions passent par des investissements de long terme dans la recherche, dans la formation et dans la reconquête de l'emploi industriel. Il faut reconstruire, augmenter et moderniser les capacités de production industrielle dans les entreprises de la filière énergétique (chez Alstom, AREVA...). Il faut décider d'investir prioritairement dans des moyens de production d'électricité qui préservent à la fois l'indépendance énergétique de la France et de l'Europe et l'environnement : la décision de construire une première tranche nucléaire nouvelle génération à Flamanville est notoirement insuffisante. C'est à une planification de long terme des investissements qu'il faut travailler, engageant la construction de paliers technologiques dans toutes les filières : production d'énergie à base de nucléaire, hydraulique, nouvelles énergies (éolien, solaire) mais aussi le charbon à partir de «technologies propres». Réorienter la finalité des entreprises vers la réponse aux besoins sociaux impose deux conditions : substituer une logique industrielle à la logique financière qui pilote leur stratégie actuelle mais aussi modifier radicalement les politiques économiques nationales et européennes pour dégager le financement des investissements industriels de l'emprise des marchés financiers.

Au niveau européen, cela appelle une redéfinition de la politique monétaire et du rôle de la BCE afin que les ressources financières communautaires servent le financement des infrastructures publiques, l'emploi, la recherche et la formation.

**Le débat politique à ouvrir et à organiser est donc vaste pour savoir de quelle organisation du secteur de l'énergie nous avons besoin pour l'avenir, en France et en Europe.**

Le terrain est loin d'être vierge. Les salariés du secteur de l'énergie et la CGT continuent d'investir avec opiniâtreté le

débat sur les finalités du service public, sur la nécessité d'une maîtrise 100% publique de ce secteur. L'option prise par les électriciens et gaziers d'en appeler aux citoyens pour défendre leurs services publics et définir leurs missions a de l'avenir et a permis quelques avancées.

Le fait par exemple que députés et sénateurs aient dû travailler à l'adoption d'une loi d'orientation sur l'énergie (LOE) est un point positif, même si le fondement libéral qui fait des mécanismes de marché un présupposé incontournable a été un facteur d'appauvrissement des options concrètes retenues. Le débat sur les questions de politique énergétique n'en est pas clos pour autant et le «débat citoyen» reste à organiser.

De nombreux points d'appui existent dans l'opinion pour changer le cours des choses et notamment s'opposer à la privatisation des services publics que sont EDF et Gaz de France. Les multiples analyses d'opinion qui ont accompagné le grand débat public provoqué par le référendum européen sont particulièrement encourageantes. Elles concluent que « les français, de plus en plus émancipés de leurs appartenances traditionnelles (religieuses, familiales, politiques...), toujours plus instruits, plus informés et davantage conscients de leur force disposent d'une plus grande compréhension de la société. Ils deviennent électeurs intermittents, consommateurs critiques, salariés exigeants.... » (3)

**La responsabilité des partis politiques dits de gauche est donc entière pour reprendre au bond ce que les citoyens ont initié en exigeant leur intervention directe dans la conduite des affaires de la société.**

La construction originale d'un débat, alliant critique du projet ultra-libéral et discussion sur des propositions alternatives -et non sur les enjeux d'appareils- qui a vu le jour au travers de multiples formes démocratiques («collectifs du non», utilisation du réseau internet, débats politiques dans les entreprises) est une voie prometteuse pour reconstruire un projet de société totalement ancré à gauche. La place des services publics dans notre société et leur mode de financement sont des enjeux fondamentaux dans cette nouvelle construction.

Ce débat devra permettre d'affronter les logiques économiques et sociales qui viennent d'être contestées pour définir d'autres alternatives, pour rendre lisibles d'autres perspectives politiques, conditions indispensables aujourd'hui pour donner du souffle au mouvement social et aux luttes revendicatives. ■

- (1) Dérites du capitalisme financier – Michel Aglietta / Antoine Rebérioux.
- (2) Selon une statistique de la Société Générale
- (3) Analyse SOFRES.

Faire le monde Ensemble

15e 3 Jours -12 ans Gratuit

# fête de l'Humanité

9-10-11 sept. 05

**BERNARD LAVILLIERS**

**THE OFFSPRING**

**TIKEN JAH FAKOLY**

**MICKEY 3D**

**ASIAN DUB FOUNDATION**

**ARCHIVE**

**EMIR KUSTURICA & THE NO SMOKING ORCHESTRA**

**AMADOU & MARIAM**

**"CARMINA BURANA" PAR LES CHŒURS DE RADIO FRANCE**

**JULIETTE**

**KEREN ANN**

ET AUSSI...

NEMESIS BUMCELLO

DÉPORTIVO HILIGHT TRIB

ORQUESTRA DO FUBA

AN PIERLE LA RUMEUR

LULU GRAND NATIONAL

NOSFELL LOÏC LANTOINÉ

SPOKE ORCHESTRA GOMM

ANGEL FALL FANTASIA ANAÏS KAEL

THE MARXMALLOWS THOMAS PITIOT

STRADA TEXIER SEXEL

DIDIER EL MALEK QUARTET

PAULINE CROZE

NAVETTES BUS à partir du RER B Le Bourget et de La Courneuve 8 mai 1945 N° ligne 7 et 11

Parc départemental La Courneuve - RER B Le Bourget

BILLET EN VENTE

www.humanite.fr - FNAC, Carrefour, Giant, Réseau France billet 09 92 68 36 22 (0,34€/min)

www.frac.com et ticketnet - www.ticketnet.fr Virgin, Arabian, Leclerc 09 92 39 01 03 (0,34€/min)

www.humanite.fr

www.neweast.fr

N°indigo 0820 900 606 (0,12€/min)